

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 11 janvier 2019**

## **CAUSERIE ET INFOS**

La nuit tombe et j'ai encore un plat à cuisiner, en principe on mange dans une heure, il est 18h15, 13h45 en France. Hier soir j'ai téléchargé une vingtaine de documents rédigés par Marx, Lénine ou Trotsky que je n'ai jamais lus, dont certains assez volumineux. J'en ai lu un de Lénine (de 1916) jusqu'à minuit et j'ai noté quelques passages qui pourraient alimenter notre réflexion.

Quand on lit de vieux textes, on peut rarement en tirer des enseignements systématiques sans avoir à les adapter à notre époque, et il vaut mieux connaître ou avoir à l'esprit le contexte qui prévalait lorsque l'auteur s'est exprimé, sinon on peut commettre de graves erreurs politiques ou des contresens qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques. Il vaut mieux y réfléchir à deux fois ou à tête reposée avant d'en tirer la moindre conclusion théorique ou pratique.

Je crois qu'on s'est mépris sur un tas de choses qu'on a transposées telles quelles, ce qui explique le marasme épouvantable dans lequel nous nous retrouvons. On devrait pouvoir rediscuter tranquillement d'absolument tout, sans se balancer des invectives. On devrait décortiquer chaque argument, chaque position, etc. et réfléchir ensemble, éliminer ce qui ne tient visiblement pas la route, retenir ce qui a été validé par les faits et vérifier que c'est toujours valable, on ne doit transposer dans le présent absolument rien qui appartient au passé, seule la situation économique et/ou politique du présent détermine qu'un mot d'ordre, une position, un principe est correcte ou non ou correspond aux besoins de notre combat politique.

Il existe une multitude de facteurs et de rapports qu'on ne peut plus, qu'on ne doit plus aborder comme autrefois, il y a un siècle ou un siècle et demi. Il faut être un furieux dogmatique pour imaginer le contraire ou refuser cette évidence. Bref, il y a du boulot sur la planche ! Avant de faire table rase du passé, on devrait commencer par se débarrasser du fatras dogmatique qui s'est emparé de bien des militants, cadres ou dirigeants. Comment gagner les masses (ses éléments les plus avancés ou déterminés) au socialisme devrait être notre obsession de tous les instants, le reste apparaîtrait secondaire si on s'en tenait à ce principe. Saper les bases du régime, lutter contre sa propagande, démasquer ses réelles intentions, etc.

● [Au format pdf \(pages\)](#)

## **Parole d'internaute.**

**Wanted mort ou vif. Sa tête ne valait déjà pas grand chose, maintenant elle ne vaut plus rien !**

1- *"On attend toujours l'arrestation de Luc Ferry pour incitation au meurtre."*

2- *"Je me demande pourquoi aucune association n'a fait de dépôt de plainte avec constitution de partie civile pour provoquer l'ouverture d'une information à la suite de cette déclaration publique, qui en plus évoque clairement le fait qu'un 1er ministre confirmerait ce crime, sans l'avoir lui-même dénoncé à l'autorité judiciaire."*

**L'affrontement entre les classes est inévitable, la lutte des classes s'en porte garante !**

- Macron 2019 :

La vérité c'est l'enfumage  
La dignité c'est la répression sanglante  
L'espoir c'est une dictature implacable

GJ 2019 :

La vérité c'est la vérité  
La dignité c'est pouvoir vivre dignement  
L'espoir c'est la démission de Macron, la réduction des inégalités et le RIC.

Dilemme 2019 :

1e dictature ou 1e démocratie ?  
Par instauration de la loi martiale ou par un soulèvement de plusieurs millions de personnes dans les rues ?

### Où sont donc passés les citoyens fachos avec ou sans gilets jaunes ?

#### **Nîmes (Gard).**

Dans un cahier mis à disposition par la mairie, les citoyens ont compilé leurs exigences. Plus souvent nationales que locales. Le cahier de doléances est déjà plein.

- RIC,
- rétablissement de l'ISF,
- lutte contre l'évasion fiscale,
- revalorisation du smic et des retraites,
- réduction des taxes sur les produits de première nécessité.
- destitution de M. Macron
- contrôle citoyen sur les médias
- mise au smic de tous les représentants de l'Etat
- abolir le franc CFA

Le passage aux 80 km/h sur les routes secondaires n'est évoqué qu'à deux reprises, tout comme les questions liées à l'immigration. Rien sur le mariage pour tous. (Source : Libération 9 janvier 2019)

#### **- Grand débat : brief des griefs dans les cahiers du Morbihan - Libération 10 janvier 2019**

«Libération» a parcouru les doléances des citoyens émises ces dernières semaines dans les petites communes du département breton. Les réclamations des gilets jaunes y figurent souvent, mais également les appels à l'aide de personnes à bout.

...on retrouve de manière récurrente des demandes liées au pouvoir d'achat et au coût de la vie, des mots d'ordre comme la restauration de l'ISF, la suppression de la CSG sur les retraites ou l'instauration du référendum d'initiative citoyenne. Mais aussi des témoignages qui trahissent des détresses individuelles ou de nombreux appels à davantage de solidarité, dont n'est pas absente la préoccupation écologique.

- «Mesdames, Messieurs les dirigeants ! Un toit pour tous ! De la nourriture de proximité pour tous ! Des salaires augmentés, le partage des richesses, le développement des transports en commun et leur gratuité, le respect des citoyens les plus fragiles. Si vos réflexions partent de ces quelques critères, l'écologie s'installera comme une évidence pour tout le monde»

- «L'argent, on sait où on peut en trouver mais les GROS on ose pas y toucher, de la solidarité de leur part serait exemplaire»

- «Stop à la politique de l'individualisme, de la performance, fin de la marchandisation à tout-va, aide aux économies d'énergie, grand plan d'isolation de l'habitat, accès à la culture pour l'épanouissement de chacun.»

- «Un gros dirigeant qui gagne des millions d'euros est amoral. La fiscalité en France, gros problème ! Pourquoi ceux qui gagnent le plus arrivent avec toutes sortes de procédés à ne pas payer d'impôts ?»

- «Taxe sur le kérosène, taxe sur les transactions financières, des aides pour les agriculteurs en transition bio, les impôts pour plus et de meilleurs services publics, pas pour renflouer les banquiers»

- «l'arrêt des avantages aux présidents de la République et leur famille, la suppression des frais d'obsèques aux sénateurs, le non-paiement des sénateurs et députés qui dorment durant leur représentation au Sénat et à l'Assemblée nationale». «Monsieur Macron se plaint que le social appliqué aux pauvres coûte un "pognon de dingue". Il y a autre chose qui coûte un "pognon de dingue" : ce sont nos élus et anciens élus»

Désertification, éloignement des services publics, déserts médicaux, fracture numérique... Les maux de la ruralité, dans des cahiers de doléances essentiellement ouverts dans des petites communes, sont bien sûr très prégnants.

- «Transports en commun inexistant ; classes menacées de fermeture; Internet qui ne passe pas ; il faut grimper sur un mur pour capter le téléphone portable. [...] Merci de prendre en considération ce moment démocratique et de le transmettre.»

- «Travaillant dans le milieu médical les jours fériés, les week-ends, en horaires décalés, je ne m'en sors plus financièrement. Que faire ?»

- «Nous sommes tous courageux mais nous ne comprenons plus ce système français qui nous étouffe.»

- une «politique au service du peuple et non l'inverse» (Source : Libération 10 janvier 2019)

### **La fabrication du consentement ne fonctionne plus.**

- "Gilets jaunes" : le soutien des Français pour le mouvement baisse, mais reste majoritaire - Franceinfo 09.01

Environ 6 Français sur dix disent "soutenir" le mouvement ou avoir de la "sympathie" pour lui. Franceinfo 09.01

**Toutes les bonnes (ou plutôt mauvaises) choses ont une fin ! Cause toujours tu m'intéresses ! L'enfumage : C'est terminé !**

- Grand débat national : les Français sont sceptiques - LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

Même cela n'a pas eu le "succès escompté !"

**Totalitarisme. Militarisation des esprits. J'ignorais que France Télévisions vous avait offert un Noël dans une caserne... à vos frais !**

Le 25 décembre dernier, la deuxième chaîne du poste diffusait « Un Noël avec nos soldats », animée par Michel Drucker et Marie-Sophie Lacarrau. Tournée à la base de Port-Bouët à Abidjan (Côte d'Ivoire), cette dernière avait pour but d'immerger les téléspectateurs dans le quotidien des forces armées.

Seulement voilà : l'émission n'a pas rencontré le succès escompté.

Estimée à un million d'euros, l'émission devait pourtant être partiellement financée par les grands groupes industriels français. Tim Newman, producteur du show, avait rencontré la délégation à l'information et à la communication de la défense (DICO) le 12 septembre dernier, affirme La Tribune. Se prévalant d'un accord de l'Elysée – afin de promouvoir l'armée française -, il avait demandé à être co-financé à hauteur de 450 000 euros. Une demande finalement déboutée par Airbus, Dassault Aviation, MBDA, Nexter ou encore Naval Group.

Résultat, c'est France Télévisions qui a dû mettre la main à la poche?! Alors que le groupe ne devait financer l'événement qu'à hauteur de 450 000 euros, il a dû injecter 200 000 euros supplémentaires...  
voici.fr 09.01

### **Ils ont la haine du prolétariat chevillée au corps. Les belliqueux se vengent sur nos gosses !**

- Suppression des allocations pour les parents d'élèves violents : Blanquer hérisse les Marcheurs - LeParisien.fr11 janvier 2019

En confirmant qu'il songeait à sanctionner les parents d'enfants violents, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, s'est immédiatement attiré des critiques chez les députés LREM.

La majorité n'a pas tardé à sortir les herses ! Et avec une vivacité rarement vue. La possibilité, sérieusement étudiée par le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, - comme nous l'avons révélé ce mercredi - de priver d'allocations les parents « complices d'une évolution violente » de leur enfant a été accueillie par une salve de réactions résolument hostiles, via Twitter notamment.

« Ajouter de la misère et de la précarité aux difficultés parentales ne peut constituer une mesure éducative appropriée », prévient ainsi Marie-Pierre Rixain, députée LREM de l'Essonne.

Comment imaginer une seconde qu'une famille dépassée par un adolescent violent, pourra mieux y faire face une fois privée de ces allocations ? Ce serait une double peine insupportable.

« On touche au cœur de ce qu'on porte, c'est pour cela que ça réagit très fort », observe Martin Bohmert, délégué général des Jeunes avec Macron, qui se dit lui-même « tout à fait opposé » à une telle mesure.  
LeParisien.fr11 janvier 2019

### **Instrumentalisation de l'extrême droite.**

- Gilets jaunes : Le Rassemblement National sort grand gagnant dans un sondage - publicsenat.fr 09.01  
Selon un sondage Ifop-Fiducial, le Rassemblement National est le parti qui incarne le mieux l'opposition. Une première depuis mai 2017. Jusqu'au mois dernier, cette position était dévolue à La France Insoumise.

- Marine Le Pen voit des "convergences" avec Mélenchon - Reuters 09.01

Le lendemain, elle a fait savoir que tout "rapprochement" avec LFI était impossible à envisager.

On se marre, parce que cette "convergence" avait dû lui être soufflée par un de ses conseillers bien inspiré, et dès la parution de cette info son entourage qui doit avoir un niveau intellectuel supérieur au sien, sans difficulté ou mérite, a dû lui dire que c'était une grosse connerie, une de plus !

Les amalgames rouge-brun ne doivent pas dépasser le stade de la propagande, c'est bon pour les médias de merde, au-delà ce n'est pas sérieux ou les intentions de leurs auteurs seraient démasquées !

### **Boycott ! Qui participe au "grand débat national" cautionne la politique antisocial de Macron et le régime, c'est un jaune, un traître !**

- Grand débat: CGT et Solidaires n'iront pas à Matignon - AFP 10 janvier 2019

"Non", Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, n'ira pas vendredi à Matignon pour discuter du grand débat national à venir organisé par l'exécutif en réponse au mouvement des "gilets jaunes", a-t-il dit jeudi, de même que Solidaires.

De leur côté, Laurent Berger (CFDT), Yves Veyrier (Force ouvrière), François Hommeril (CFE-CGC), Philippe Louis (CFTC) et Luc Bérille (Unsa) se rendront à ce rendez-vous prévu à 09H00, ont dit leurs services respectifs à l'AFP.

Matignon a convié vendredi les responsables syndicaux à une "consultation" sur le débat national.

Philippe Martinez n'appelle pas à rejoindre le mouvement des "gilets jaunes", alors que fin décembre, il avait donné des signaux de rapprochement.

"Ce mouvement n'a pas de coordination nationale. Quel interlocuteur on a au niveau national pour discuter? Aucun, d'ailleurs ils n'en veulent pas", a-t-il dit.

Solidaires a appelé mercredi à manifester sur l'ensemble du territoire samedi prochain lors de l'acte 9 de la mobilisation des "gilets jaunes", de même que les samedis suivants. AFP 10 janvier 2019

### **Collaboration de classes (dialogue social). Yves Veyrier (FO) se sent frustré, on l'a empêché de faire le sale boulot au côté de Macron!**

"Ce qui a manqué depuis longtemps, c'est l'écoute des syndicats, la place et la prise en compte du dialogue social" estime ce mercredi sur franceinfo Yves Veyrier, secrétaire général du syndicat Force Ouvrière

"Cela fait longtemps par exemple qu'on alerte sur la présence des services publics, sur la fermeture de classes, d'hôpitaux, de bureaux de poste, d'agences du trésor, etc", rappelle Yves Veyrier. "On va ré-alerter encore et encore, argumenter, etc. Ensuite il revient aux politiques d'arbitrer sur l'intérêt général".

Yves Veyrier s'interroge également sur l'après-débat : "Comment le grand débat sera-t-il pris en compte et de quelle manière ? C'est effectivement la question qui se pose pour nous. Quand est-ce qu'on va répondre à ce que nous avons déjà pu dire ?" franceinfo 09.01

Rappel : Sept Français sur dix estiment que la consultation ne sera pas utile pour le pays, selon le sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour Le Figaro et France Info. LeFigaro.fr 11 janvier 2019

### **Infos et derniers développements du mouvement populaire lancé le 17 novembre 2018**

#### **Légitime défense. Les agresseurs étaient les CRS.**

- L'ex-boxeur suspecté d'avoir agressé deux gendarmes placé en détention provisoire - BFMTV 09.01

Christophe Dettinger, l'ancien boxeur professionnel filmé en train d'agresser des forces de l'ordre samedi à Paris dans le cadre de la mobilisation des "gilets jaunes" a été placé en détention provisoire, au terme de sa comparution immédiate ce mercredi. Le procès est reporté au 13 février, puisque l'ex-boxeur suspecté a demandé un délai supplémentaire afin de pouvoir préparer sa défense.

"On considère que rien ne justifiait ce placement en détention" a regretté son avocat Me Vigier à la sortie de l'audience. "La motivation retenue est pour nous une motivation d'habillage mais qui n'est pas conforme à ce qu'un juge doit dire" a-t-il expliqué.

"Je regrette, j'aurais pas dû le taper", s'est exclamé le prévenu dans la salle d'audience juste avant le délibéré. "C'était un moment de panique, on s'est fait gazer. Je vois des CRS matraquer des gens et là j'ai perdu le contrôle", a déclaré Christophe Dettinger.

"Cette réaction je l'aurais eue comme si j'avais vu une dame se faire taper dans le métro", a poursuivi l'ancien-boxeur... BFMTV 09.01

### Commentaires d'internautes.

1- Tout est filmé, finalement, on voit un "force de l'ordre tabasser et mettre à terre une femme puis lui mettre des coups de pieds ensuite seulement le boxeur et un autre gilet jaune l'arrête en l'arrachant et devant la lâcheté de cet homme lui fait subir le même sort qu'il faisait à la dame !

Ca n'excuse pas la violence, mais il est clair que le "bleu" n'avait certainement aucune justification de donner des coups de pieds à une femme au sol...

<https://twitter.com/LinePress/status/1081554081922064386/video/1> mettre en grand à 7' et regardez à gauche, la femme c'est la boule rouge au sol.

2- Puisque vous en parlez je tiens à vous montrer la vidéo de ce qu'il s'est passé avant, on le voit se faire gazer en plein visage à au moins 2 reprises ce qui d'expérience est très désagréable. On y voit aussi nos chers CRS lancer des GLI-F4 en arc de cercle, ce qui est complètement illégal bien entendu. Donc à mon sens sa réaction est normale et d'ailleurs elle n'est pas préméditée car il n'a pas le visage masqué. <https://www.youtube.com/watch?v=-NTwurUqUwo>

3- La friction commence en aval de la passerelle. Les CRS stoppe la manifestation avant qu'elle n'atteigne son point de dispersion prévu en face de l'Assemblée Nationale. De ce fait, ceux qui sont à hauteur de la passerelle et tout ceux devant eux ne savent plus avancer.

4- J'ai vu ailleurs qu'ils ont été bloqué sur le parcours qui devait se terminer devant l'assemblée. ils se sont donc fait rouler dans la farine (ou plutôt embrumé dans le gaz en fait. ils ont négocié pour passer par d'autres côtés, sans résultats

<https://youtu.be/JMG3Lqapedst=1506>

Je viens de regarder quelques vues, apparemment technique de blocage, encerclement, et ensuite infiltration gazeuse et grenade.

Franchement, il faut être courageux pour aller manifester à Paris, les Gilets Jaunes risquent littéralement leur tronche.

5- Si Christophe Dettinger est devenu si populaire depuis samedi, c'est parce qu'il apparaît comme le poing vengeur du Peuple contre les RoboCops de l'État policier, qui se croient tout permis depuis Sarkozy.

Après tout, il a réussi à repousser les pandores sur la passerelle. Sans matraque, sans flashball, sans grenade de défiguration (euh, de "désencerclement").

6- "Et en même temps" ce boxeur courageux, traité de lâche, est mis en garde à vue, alors qu'un commissaire voyou, fraîchement décoré de la Légion d'honneur, tabasse des GJ en toute impunité.

7- Je ne comprends pas l'accusation de violence faite au boxeur Dettinger. La boxe est un 'art martial' qui canalise la violence. Ce que les images montrent parfaitement: il frappe non pas un policier mais le bouclier que celui-ci tient; comme un sac de sable à l'entraînement. Le policier n'est pas frappé ni au visage ni sur le corps; le boxeur n'a pas de gants. ce déséquilibre des forces permet de dire qu'il fait "reculer" son adversaire, sans le frapper directement. Le policier le sait parfaitement d'ailleurs, qui encaisse les coups sans souffrir, mais qui recule. Plutôt qu'une menace "menaçante" avec un pavé ou un cocktail Molotov, l'homme est parfaitement "transparent", visage découvert, mains nues, son innocuité est manifeste. Comment les journalistes arrivent-ils à totalement renverser les faits?

8- L'itinéraire était déclaré et a été empêché ce qui a amené les participants à prendre cette passerelle très pacifiquement.

9- Ce reportage d'un blogueur sur la journée du 15 Dec, confirme votre témoignage et celui bien nombreux des GJ sur ces brigades spécialisées dans la provocation d'émeutes. En outre de façon pondérée, il

démontre par ce reportage, qu'un ensemble d'appareil d'état est mis en œuvre de concert afin de délégitimer toutes revendications populaire.

[https://www.youtube.com/watch?v=H\\_WKBqhDggY](https://www.youtube.com/watch?v=H_WKBqhDggY)

10 - La police organise une nasse. Elle provoque les violences pour que les journaux fassent des images et que les commentateurs habituels des JT fassent leur numéro au 20H.

11- Ce n'est pas tant la violence physique qui lui est reprochée, que le fait d'avoir tenu en respect des agents des forces de l'ordre, même plus, de les avoir contraint à reculer.

C'est symboliquement, d'avoir indirectement défié le pouvoir en place, au travers des forces de l'ordre qui exécutent les ordres donnés par ce pouvoir.

La violence brute exercée par ces forces de l'ordre a causé chez de nombreux manifestants des dégâts physiques bien plus graves, surtout quand ils sont irréversibles, que ceux infligés par le "gj boxeur". Mais les commentateurs des "médias mainstream" n'ont rien à redire, car les forces de l'ordre ont le monopole de la violence légale, et défendent en exécutant les ordres du pouvoir en place, un ordre social qu'ils ne souhaitent pas voir remis en question.

### **L'ordre policier doit régner !**

- La gilet jaune qui dit avoir été sauvée par Christophe Dettinger raconte - Le HuffPost 10 janvier 2019

Elle a défendu Christophe Dettinger, l'homme qui lui a "sauvé la vie" pendant l'acte VIII de la manifestation des gilets jaunes, devant le tribunal de Paris le 8 janvier. L'ancien boxeur professionnel, accusé d'avoir roué de coups deux gendarmes, aurait ainsi sorti la manifestante, de son prénom Gwenaëlle, d'une situation qui mettait sa vie en danger (découvrez son témoignage en tête de cet article).

"Je me suis retrouvée par terre, en boule" explique-t-elle, alors qu'elle était matraquée par un policier. Ce dernier la frappait à la poitrine: atteinte d'un cancer du sein, elle n'arrivait pas à reprendre son souffle. C'est alors que Christian Dettinger serait arrivé : "Il a enlevé le policier qui était sur moi [...] j'ai pu enfin me sortir de là, il m'a sauvé la vie" Le HuffPost 10 janvier 2019

Nous soutenons Christophe Dettinger, évidemment et cette jeune femme sauvagement agressée par les CRS.

**Quand on entrave la liberté de manifester, ce sont les libertés politiques qui définissent la république qui sont trahies, piétinées.**

- Denormandie reproche à Mélenchon d'avoir "trahi la République" - AFP 09.01

Le ministre du Logement Julien Denormandie a reproché mercredi à Jean-Luc Mélenchon d'avoir "trahi la République", le chef de file de La France Insoumise ayant condamné la fermeture de la cagnotte de soutien pour l'ex-boxeur soupçonné d'avoir agressé deux gendarmes. AFP 09.01

### **Lénine - À propos de l'"économie impérialiste" - Août – Octobre 1916 - Tome 23**

Et comment l'impérialisme « concilie »-t-il son économie avec la république ?

Nous lui rappellerons les paroles suivantes d'Engels.

Il s'agit de la république démocratique. La question posée est la suivante : la richesse peut-elle dominer sous cette forme de gouvernement ? C'est-à-dire la question porte précisément sur la « contradiction » entre l'économie et la politique. Engels répond : « La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune » (entre les citoyens). « La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires » (ce dont « l'Amérique

offre un exemple classique ») ; « d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse » (14) (...)

La république démocratique contredit « logiquement » le capitalisme, car elle met « officiellement » sur le même plan le riche et le pauvre. C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. La même contradiction oppose la république à l'impérialisme, et elle est approfondie ou aggravée du fait que le remplacement de la libre concurrence par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation de toutes les libertés politiques.

Comment le capitalisme se concilie-t-il avec la démocratie ? Par la réalisation indirecte, dans la pratique, de la toute-puissance du capital ! Il existe deux moyens économiques à cet effet :

1) la corruption directe ;

2) l'alliance du gouvernement avec la Bourse. (Pour exprimer cette vérité nos thèses portent qu'en régime bourgeois, le capital financier « achètera et corrompra librement tout gouvernement et ses fonctionnaires ».)

Avec la domination de la production marchande, de la bourgeoisie, du pouvoir de l'argent, la corruption (directe ou par la Bourse) est « réalisable » sous toute forme de gouvernement, sous toute démocratie.

Qu'y a-t-il de changé sous ce rapport lorsque le capitalisme est remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire lorsque le capitalisme pré monopoliste fait place au capitalisme monopoliste ?

Le seul changement est que le pouvoir de la Bourse s'accroît ! Car le capital financier est le très grand capital industriel, arrivé au stade du monopole et fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques fusionnent avec la Bourse en l'absorbant. (Dans les publications sur l'impérialisme, on parle d'une diminution du rôle de la Bourse, mais seulement en ce sens que toute banque géante est elle-même une Bourse.)

Note

14 - Voir F. Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, Éditions Sociales, Paris 1954, p. 158.- P. 49

### **L'alliance du sabre et de la banque.**

- "Gilets jaunes" : la cagnotte en soutien aux forces de l'ordre blessées dépasse le million d'euros - Franceinfo 10 janvier 2019

### **Hystérie. Qui sont les complotistes, devinez.**

- Cagnottes: Schiappa s'interroge sur une ingérence étrangère - L'Express.fr 10.01

Interrogée au sujet de la cagnotte pour Christophe Dettinger, Marlène Schiappa a évoqué la possibilité d'une ingérence étrangère. L'Express.fr 10.01

### **Que tous les opprimés s'unissent et se soulèvent pour renverser le régime et instaurer une République sociale!**

- Après l'arrestation de Dettinger, les appels de gitans à se mobiliser enflamment les gilets jaunes - Le HuffPost 10 janvier 2019

Tout est parti de vidéos publiées lundi 7 janvier sur des pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Deux hommes, présentés comme membres de la communauté gitane, appellent leurs proches à se mobiliser en soutien à l'ancien boxeur Christophe Dettinger.

L'un des deux protagonistes des vidéos alerte même le gouvernement sur le caractère inextinguible que prendrait la colère si jamais le "garçon" venait à être incarcéré. "Si vous voulez la Révolution, prenez ce



garçon là et on vous fera une guerre, tous, dans toute la France. Et à tout le peuple gitan de la France: il faut qu'on se rejoigne samedi prochain et on va voir si on va pas casser nous", alerte l'homme sur la page "Gilet Jaune Pour le Peuple par le Peuple". Une vidéo visionnée à 200.000 reprises et partagée par près de 10.000 internautes en trois jours.

Depuis, les appels à la mobilisation gitane se multiplient. Et ils témoignent -presque- toujours de la volonté jusqu'au-boutiste de se faire entendre par la violence et le chaos face à la surdité du gouvernement et les violences policières.

"À ta place j'aurais fait la même chose. T'as agi comme il le fallait. Ce sont des forces de l'ordre, ils n'ont pas à être au dessus des lois", explique par exemple un jeune homme dans une vidéo publiée sur la page Facebook "La France en colère - Carte des rassemblements" (une des plus populaires du mouvement), avant d'ajouter: "Macron, je vais te dire quelque chose. Les gitans c'est comme les braises. Quand tu as une braise qui est bouillante et que tu souffles dessus, ça ravive une flamme. Et cette flamme-là, c'est le peuple voyageur. (...) C'est tout le peuple gitan qui va se réveiller. Du haut de ton piédestal, on va te faire redescendre." Et de conclure sur cette note tranchée: "ce gouvernement il va tomber, je vous le dis moi."

Cet appel à faire des "dégâts" et du "grabuge" à Paris "pour plusieurs jours" est relayé cette fois ci par plus de 40.000 internautes.

Deux autres personnes évoquent même la mise en branle d'une organisation discrète voire secrète pour préparer l'acte IX de samedi et leur "entrée" dans la contestation. "Castaner, ici c'est les gens du voyage. (...) On est tous en train de se parler à l'heure qu'il est", lance par exemple un gilet jaune dans une vidéo publiée mercredi et visionnée 200.000 fois en une trentaine d'heures.

"Jusqu'à maintenant on s'est fait tout petit. Faire les manifestations pacifiquement c'est très dur pour nous, on n'y arrive pas. Partout où on va en manifestation y'a du dégât", ajoute-t-il avant de menacer le président de la République entre deux condamnations de violences policières: "le gitan de Massy, s'il n'est pas dehors vendredi, samedi tu vas avoir affaire à nous. Nous, on va pas venir huit semaines pour prendre des coups gratuits. On va aller chercher directement tes CRS et tes policiers. Et après on viendra te chercher."

De nombreux autres appels de ce type font mouche sur les pages Facebook dédiées aux gilets jaunes. Et tous se rejoignent dans la volonté affichée de faire basculer le mouvement pacifique dans une lutte armée. "Regarde ce qui arrive samedi. On est déjà une bonne centaine, une bonne centaine de camions et de campings", prévient un autre membre de la communauté gitane dans une vidéo adressée, là aussi, à Emmanuel Macron.

Celui qui parle de "groupe privé spécial" dédié à l'organisation de l'Acte IX -et interdit aux médias- promet lui aussi un renversement du gouvernement: "on va essayer de rentrer à l'Élysée samedi (...) Nous aussi on est armé, nous aussi on a ce qu'il faut Macron."

Face à la violence des propos tenus dans ce genre d'extraits, le Préfet de Police a fait, selon BFMTV, des signalements au parquet de Paris pour "trois vidéos" circulant sur les réseaux sociaux, sans préciser lesquels.

Très partagés, ces messages, aussi radicaux et violents soient-ils, suscitent énormément d'espoir parmi les gilets jaunes. Depuis quelques jours, ce sujet monopolise une grande partie des échanges sur les pages Facebook dédiées au mouvement, là où la mobilisation a démarré et où elle perdure aujourd'hui. Qu'elles soient écrites ou simplement des partages de vidéos existantes, les publications sur ce thème y sont largement commentées, approuvées et partagées.

L'écrasante majorité des internautes qui réagit à l'entrée probable d'une partie de la communauté des gens du voyage dans la lutte se dit ravie de voir ces jeunes hommes à la réputation quelque peu bagarreuse se joindre à eux.

Même son de cloche du côté de "la France en colère." "Macron veut une sanction exemplaire pour notre boxeur. Il vient de déclarer la guerre aux gitans. Ils sont chaud patate (sic)", se félicite un autre gilet jaune avec un smiley qui semble dire sa joie de voir potentiellement le mouvement se durcir.

Cet appétit pour le "tsunami gitan", comme certains le désignent sur Facebook, témoigne d'une radicalisation du noyau dur du mouvement alors que le contexte sécuritaire s'alourdit face à un gouvernement prônant "l'ultra fermeté face à l'ultra violence". Ils sont en réalité très peu à dénoncer la violence encouragée et élevée en valeur morale dans ces vidéos partagées, commentées et approuvées avec ardeur au sein des pages "gilets jaunes."

Les rares internautes sceptiques le sont uniquement en raison du caractère imprévisible de ces appels à manifester et de leurs conséquences impossibles à anticiper. Ils craignent, entre autres, de voir les gens du voyage se défilier comme ils le font, selon eux, depuis le début de la mobilisation.

D'autres, membres de la communauté gitane ou non, pointent les contradictions du mouvement contestataire. "C'est marrant les gens toute l'année nous crachent sur la gueule et maintenant tout le monde est content de notre venue dans le mouvement (sic)", s'indigne par exemple un internaute, avant d'interroger les principaux intéressés via cette publication sur une de leurs pages Facebook favorite: "enfin venu le temps de nous respecter? D'arrêter de nous montrer du doigt? De nous intégrer?"

"Tous unis", lui répondent les gilets jaunes. Le HuffPost 10 janvier 2019

### **Totalitarisme. "Tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant".**

Fichier de casseurs : "Cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques", prévient l'ex-bâtonnier de Seine-Saint-Denis - franceinfo 08.01

Stéphane Campana : Encore un fichier ! Il y a une boulimie de fichiers, de fichages, au ministère de l'Intérieur depuis des années, au point qu'entre les recoupements des différents fichiers on est arrivé à 19,8 millions personnes fichées en France, c'est un chiffre de la commission d'enquête parlementaire. Le problème c'est aussi la gestion du fichier, sa permanence, quelle va être la durée, l'étendue, le contrôle. Est-ce que vous y serez toute votre vie sous prétexte que personne n'aura pris la peine de nettoyer ces fichiers, malgré la nouvelle loi sur le régime des données personnelles ?

Que pensez-vous du parallèle avec les hooligans ?

On n'est plus du tout sur une niche de population de supporters, on est sur une liberté publique, celle de manifester, d'aller et venir. Si on applique la réglementation en matière de répression contre le hooliganisme, cela devient extrêmement dangereux pour les libertés publiques. Cela a toujours été la contradiction entre les mesures nécessaires pour maintenir l'ordre et le maintien des libertés publiques. Tout supporter peut être soupçonné d'être un mauvais supporter. Ce qui m'inquiète c'est que tout manifestant peut être un jour soupçonné d'être un mauvais manifestant. C'est là le problème. franceinfo 08.01

### **Totalitarisme. Même à la longue-vue, la simple "*présence de manifestants hostiles*" à sa majesté doit être réprimée.**

- Pour la visite de Macron à Créteil, tensions entre gilets jaunes et forces de l'ordre - HuffPost 09.01

Le chef de l'État a vu sa première sortie de l'année 2019 quelque peu mouvementée. Emmanuel Macron devait inaugurer la maison du Handball à Créteil, dans le Val-de-Marne ce mercredi 9 janvier. Sa visite a été marquée par la présence de manifestants hostiles à sa venue, entraînant des heurts avec les forces de l'ordre.

Dans le détail, environ 150 gilets jaunes et stylos rouges - des professeurs en colère -, se sont rassemblés à proximité de la sortie du métro 8 Créteil-Pointe du Lac, à l'appel des syndicats, notamment, expliquait Le Parisien, la veille, le mardi 8 janvier.

Un vaste périmètre de sécurité avait été mis en place autour de la Maison du handball, et la centaine de manifestants était cantonnée à environ 900 mètres. "Police nationale, milice du capital" ou "Macron t'es foutu, les travailleurs sont dans la rue", ont scandé les manifestants. Afin d'empêcher les manifestants d'atteindre le gymnase, les forces de l'ordre sont intervenues, des heurts ont éclaté.

Elles ont eu recours à du gaz lacrymogène afin de les disperser. HuffPost 09.01

**Totalitarisme. Appel à la délation. "Il y a pire que celui qui tabasse", celui qui souhaite "un climat insurrectionnel", qui ose souhaiter la chute du régime. Donc, toute opposition au régime doit être interdite, réprimée.**

- Aurore Bergé signale les propos de cadres LFI à la justice - L'Express.fr 09.01

La députée LREM leur reproche d'encourager les gilets jaunes à poursuivre leurs actions violentes, y compris contre les élus.

La République en marche a choisi de répondre à La France insoumise dans les tribunaux. Aurore Bergé, la porte-parole des députés LREM, a signalé ce mercredi à la justice les propos tenus par deux "cadres de LFI", Thomas Guénoles et Juan Branco, en soutien aux gilets jaunes. Ils relèvent, selon elle, de la "provocation aux crimes et délits".

"En tant qu'élus de la République, quand on a connaissance de crimes ou de délits, c'est notre devoir, notre responsabilité de les signaler et on a des propos qui, aujourd'hui, clairement, invitent à commettre des délits ou des crimes", a expliqué la députée sur France 2. Son domicile "a été placé sous protection parce qu'il y a des menaces sur mon domicile privé", a-t-elle expliqué.

Dans ces propos, a-t-elle résumé sur France 2, ils "ont dit clairement qu'ils souhaitaient que la violence se poursuive, qu'ils souhaitaient un climat insurrectionnel, qu'ils souhaitaient que nous tremblions, nous, élus de la République, dans notre chair ; qu'ils souhaitaient que nous ayons peur, qu'ils se félicitaient des violences, qu'on ne pouvait pas caractériser de violence le fait d'avoir balancé des pavés, je cite, ou renversé des bagnoles".

"Il y a pire que celui qui menace, que celui qui tabasse, que celui qui intimide, il y a ceux qui arment les esprits pour légitimer ces violences dans notre pays", a dénoncé la députée des Yvelines.

Elle a également critiqué l'attitude de Jean-Luc Mélenchon qui, "depuis des mois, se félicite et se gargarise de ces violences". "Quand a-t-il condamné les menaces contre les élus de la République en marche ? Quand a-t-il condamné les violences contre les journalistes ? Quand a-t-il condamné les violences contre les forces de l'ordre ?", a-t-elle demandé. L'Express.fr 09.01 Quand Macron et son gouvernement, LREM, Aurore Bergé ont-ils condamné les provocations policières, les insultes, les violences des forces de l'ordre contre des manifestants pacifiques ou parfois de simples passants ?

**Quand on méprise le peuple, il vous répond à sa manière, c'est tout !**

- "Gilets jaunes" : insultée sur les réseaux sociaux, Marlène Schiappa porte plainte - Franceinfo 09.01

"Sur la page Facebook de la ministre, il y a des milliers de commentaires d'insulte, de menaces de mort, de viol, d'appel au suicide, des montages photo orduriers", décrit son cabinet à franceinfo. Franceinfo 09.01

**Qui est à l'origine des violences ? Les auteurs du coup d'Etat de mai 2017 qui sont minoritaires et illégitimes pour décider l'orientation de la société.**

- Le Gendre dénonce le "silence" des "extrêmes" face aux violences anti-députés - Reuters 09.01

Le président du groupe La République en marche à l'Assemblée nationale, Gilles Le Gendre, dénonce le "silence assourdissant" du Rassemblement national et de La France insoumise face aux violences subies par des députés de la majorité en marge du mouvement des "Gilets Jaunes"... Reuters 09.01

**Totalitarisme. De la présomption d'innocence, à la présomption de culpabilité.**

- ArcelorMittal : le lanceur d'alerte Karim Ben Ali placé en garde à vue à Thionville - Franceinfo 09.01

Selon le parquet, l'ancien chauffeur intérimaire a proféré des menaces à l'encontre d'un responsable d'ArcelorMittal. Franceinfo 09.01

### **Parole du parti de Vichy ou du fascisme.**

- Le climat social "rappelle des choses terrifiantes" à Juppé - Reuters 09.01

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a tiré mercredi la sonnette d'alarme à propos de la crise des "Gilets jaunes", qui menace selon lui les libertés et rappelle "des choses un peu terrifiantes en termes historiques". Reuters 09.01 Reuters 09.01

On rappellera que la majorité des personnalités qui figuraient dans l'entourage de de Gaulle après la fin de la Second Guerre mondiale avaient collaboré avec le régime de Vichy. C'est vérifiable sur le Net.

### **Totalitarisme. Interdit de réunion.**

- La justice nantaise ordonne l'évacuation de "Gilets jaunes" - Reuters 10 janvier 2019

Le juge des référés du tribunal administratif de Nantes a ordonné jeudi l'expulsion des "Gilets jaunes" qui occupent un terrain près du périphérique nantais et deux ronds-points de Donges, près de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

Même si cette occupation a été jusqu'à présent "sans violence et sans gêne particulière pour la circulation des personnes et des biens", cela "ne saurait exclure à tout moment, dans un climat d'exaspération, des réactions particulièrement inappropriées de conducteurs de véhicules ou même de manifestants", considère le magistrat.

L'évacuation du terrain n'est donc "pas constitutive (...) d'une atteinte disproportionnée à la liberté de réunion" et présente "un caractère utile et urgent", conclut le juge.

L'avocat des occupants avait pourtant rappelé à l'audience que les gendarmes eux-mêmes avaient fait état de distributions "ponctuelles" de tracts au niveau de la porte de Grand-Lieu, près du périphérique nantais, et que les Gilets jaunes y "veillaient à ne pas gêner la circulation".

"Ils n'en distribuent que quand il y a des bouchons en direction de l'aéroport", avait-il dit.

Me Pierre Huriot estimait également que l'expulsion de ses clients serait contraire à la "liberté de réunion", alors que les Gilets jaunes peinent à obtenir des salles municipales. Reuters 10 janvier 2019

Il ne leur restera plus qu'à prendre d'assaut la préfecture ou la mairie et à s'y installer pour tenir leur Assemblée populaire...

### **"J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester"**

- Nantes : six personnes portent plainte et dénoncent des violences policières lors de manifestations de "gilets jaunes" - franceinfo 10.01

À Nantes, six personnes blessées au cours de manifestations de "gilets jaunes" ont déposé plainte contre X, jeudi 10 janvier, pour des faits de violences volontaires avec arme par des personnes dépositaires de l'autorité publique, rapporte France Bleu Loire Océan. Deux femmes et quatre hommes ont déposé plainte. Des blessures à la tête ou à la cuisse

"Cela ne devrait pas être un danger de manifester. Nous continuerons de faire des actions pour dénoncer ce qui ne va pas dans notre pays et qui touche le monde entier" a expliqué à France Bleu, sur le parvis du palais de justice de Nantes, la belle-mère d'un manifestant blessé à la tête dans le cortège du 29 décembre, l'"acte 7 des gilets jaunes". Adrien, 22 ans, est sorti de l'hôpital le 7 janvier. Les médecins lui ont posé pas

moins de 50 agrafes, explique encore France Bleu, et est encore très affaibli. La police des polices avait été saisie.

Autre blessée et plaignante : Agnès, "gilet jaune" du Pays de Retz (au sud-ouest du département de la Loire-Atlantique, autour de Pornic). Elle est touchée à la cuisse : "J'ai été blessée par un éclat de grenade de désencerclement alors que je marchais et qu'on allait se disperser" explique-t-elle. "Je n'ai rien commis d'illégal. J'ai été agressée alors que j'utilisais mon droit de manifester" témoigne-t-elle au micro de France Bleu Loire Océan. franceinfo 10.01

## **La Bourse ou la vie ?**

- Les Gilets jaunes appellent à retirer l'argent des banques : est-ce dangereux ? - Capital 9 janvier 2019

Maxime Nicolle, alias "Fly Rider" du mouvement des Gilets jaunes, incite à retirer l'épargne des banques pour faire plier le gouvernement. Ce phénomène économique bien connu s'appelle un "bank run" ou une "panique bancaire". Il est très dangereux mais reste improbable.

"On va retourner aux urnes mais en passant par le distributeur", annonce sur Facebook le 7 janvier Maxime Nicolle, alias "Fly Rider", l'une des figures les plus médiatiques des Gilets jaunes. Cet appel n'a rien d'anodin et commence à faire tache d'huile sur les réseaux sociaux. L'opération est intitulée le "référendum des percepteurs" et consiste à se rendre simultanément aux distributeurs de billets pour retirer le maximum selon son patrimoine. "Beaucoup de gens vont retirer leur argent des banques. Beaucoup, beaucoup, beaucoup", prévient-il. L'objectif est clair : déclencher une panique bancaire et contraindre le gouvernement à céder à leurs revendications.

L'initiative a en réalité été lancée la veille par un autre internaute se revendiquant des Gilets jaunes. Toujours sur Facebook, un certain Tahz San déclare : "Pour l'Acte 9, nous allons faire peur à cet État en toute légalité et sans la moindre violence. (...) Nous savons tous que les pouvoirs du pays ne sont pas entre les mains du gouvernement mais dans celles des banques. Si les banques faiblissent, l'État faiblit aussitôt. (...) Samedi nous allons tous voter en retirant notre argent pour lui imposer le RIC (Référendum d'initiative citoyenne) en urgence". L'opération est prévue samedi 12 janvier à 8 heures. Elle est amenée à être reproduite le mois suivant en cas d'échec.

Les conséquences sont potentiellement très importantes : aucun établissement ne détient les liquidités correspondant aux dépôts de ses clients. Une banque incapable de faire face aux demandes de retraits (qui augmenteraient à mesure que les distributeurs s'assèchent) s'expose à l'impossibilité de payer ses frais de fonctionnement. Le schéma est ensuite classique : si une banque s'écroule, c'est l'ensemble du secteur qui vacille.

Il faut souligner que la perspective de retirer des grosses sommes est également conditionnée au type de carte bancaire. Les plafonds dépendent des banques, mais ils tournent la plupart du temps entre 300 et 500 euros par jour. Les titulaires de carte premium peuvent espérer retirer autour de 1.500 euros. Ces contraintes limitent les risques, néanmoins les participants au mouvement peuvent augmenter les tensions plus facilement s'ils s'en prennent aux agences du même réseau bancaire.

Il est donc très improbable que l'appel des Gilets jaunes entraîne suffisamment de retraits. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la peur engendrée chez les épargnants exposés à la rumeur. On constate ce type de comportement chez certains automobilistes lorsqu'ils anticipent une pénurie de carburant avant que celle-ci aie lieu. Ils sont alors nombreux à se ruer dans les stations-service et génèrent eux-mêmes la pénurie tant redoutée.

En dernier recours, les autorités financières disposent d'une panoplie d'outils afin d'éviter la panique totale. "Le plus simple est de limiter le montant de retrait par jour et par compte, comme cela a déjà été fait en Grèce par exemple. Éventuellement cela peut s'accompagner d'un contrôle des capitaux. C'est très efficace pour éviter que les banques ne fassent faillite", souligne Christopher Dembik de Saxo Bank. Capital 9 janvier 2019

## **Accusation infondée.**

"80 % des radars de Seine-et-Marne sont estimés hors service (or) ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés."

- Radars : comment un outil efficace pour la sécurité routière est devenu une des cibles de la colère des "gilets jaunes" - francetvinfo.fr 09.01 LVOG - On devrait aussi pouvoir élire et révoquer les enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université...

Fabrice Hamelin, auteur de cet article, est enseignant-chercheur en sciences politiques à l'université Paris-Est Créteil Val de Marne (Upec).

Depuis plusieurs semaines, la vindicte s'abat sur les radars automatiques fixes. Recouverts de sacs-poubelle, repeints, dégradés ou même incendiés, plus de la moitié des 3 200 radars fixes installés au bord des routes de France auraient été rendus inopérants depuis le début du mouvement des "gilets jaunes".

Le bilan des radars automatiques est connu. Ce bon bilan est aujourd'hui largement relayé par les médias : les radars installés au bord des routes ont permis une nette diminution des vitesses moyennes de circulation, la quasi-fin des grands excès de vitesse et la multiplication des infractions constatées.

Pour leurs défenseurs, cette technologie aurait sauvé 40 000 vies sur les routes de France et, depuis 2017, les recettes annuelles dépassent le milliard d'euros. Elles sont à plus de 90 % consacrées à la sécurité routière et à l'entretien des infrastructures. Et d'autres vertus pourraient lui être imputées : la rapidité de la sanction – qui a valeur éducative –, une meilleure équité dans le traitement des contrevenants – par la fin des indulgences – et une sanction qui n'est pas que pécuniaire.

Aujourd'hui, la perte d'efficacité des radars automatiques fixes ne fait plus de doutes. Le nombre de flashes est en baisse, tout comme l'est la transformation de ces flashes en contraventions. Les évolutions successives du dispositif de contrôle automatisé (les radars mobiles, les radars embarqués dans des voitures banalisées et privatisées) l'attestent mieux encore que les simples données enregistrées.

L'outil reste cependant essentiel à la réussite de la politique nationale de sécurité routière.

Pour autant, l'évaluation de l'action du gouvernement n'est plus perçue qu'à travers la réussite ou l'échec supposé de ce seul outil. Pour ces raisons, les radars détruits devront être réparés et/ou remplacés, y compris par les voitures banalisées comme le demandent des associations. La réduction de la vitesse à 80 km/h n'aura les résultats attendus qu'à la condition d'un contrôle sanction sans faille. Les coûts humains et économiques seront payés par la collectivité.

Il y a dans la dégradation des radars une forme singulière, extrême et visible de résistance aux outils de gouvernement de la sécurité routière. N'oublions pas qu'il s'agit d'actes de vandalisme. La dégradation d'un radar est un délit !

Les dégradations se sont accentuées avec le passage au 80 km/h. Elles se sont amplifiées avec le mouvement des « gilets jaunes ». Le gilet de sécurité, les ronds points, le coût du carburant, l'automobilité renvoient directement à l'exercice et à la régulation du droit à la mobilité. Même si le mouvement évolue dans sa composition comme dans ses revendications, il faut envisager cette délinquance – comme la violence routière d'ailleurs – à l'aune des pratiques de résistance à la politique de sécurité routière de l'État.

Les atteintes aux radars automatiques restent l'expression colérique d'une minorité délinquante. Ces actes sont le plus souvent individuels. En cela, ils témoignent d'abord de l'échec de la mobilisation des groupes organisés à faire entendre la parole des protestataires. Ce fut le cas pour les opposants au 80 km/h dont l'action collective n'a pas fait reculer le gouvernement en juillet dernier. Cette délinquance individuelle apparaît alors comme le geste un peu désespéré de ceux qui n'acceptent pas de n'avoir pu se faire entendre.

Ce type d'acte témoigne aussi autant de l'inorganisation d'un mouvement contestataire que de l'incapacité du gouvernement à lui apporter des réponses. Ces actions prennent aussi des formes plus collectives, à l'exemple des actions coup-de-poing menées sur un même territoire.

Ces actes délictueux sont aussi facilités par le fait qu'il s'agit d'objets technologiques, inanimés, et d'une grande fragilité pour certains. Lorsqu'ils sont signalés, facilement accessibles, non surveillés, ils sont particulièrement vulnérables aux dégradations. De ce fait, il faut aussi reconnaître que s'en prendre aux instruments du pouvoir plutôt qu'aux individus qui l'incarnent ou l'exercent reste une violence contestataire à niveau modéré et en voie de banalisation dans les sociétés démocratiques.

Les atteintes aux radars peuvent aussi être interprétées comme une réponse à la violence politique et sociale des gouvernants. La violence contre l'État et ses symboles répondrait à celle de l'État. La répression alimenterait l'indignation et la protestation.

Pour autant, il est bien difficile d'y avoir l'empreinte d'une quelconque stratégie politique. Quand 80 % des radars de Seine-et-Marne sont estimés hors service, il faut garder en tête que ce n'est pas dans ce département que les gilets jaunes ont été les plus nombreux, les plus visibles et les plus mobilisés. Les appels à s'attaquer aux radars « pompe à fric » et le déploiement de haine sur les réseaux sociaux suggèrent aussi qu'on a peu affaire à une violence instrumentale. francetvinfo.fr 09.01

**Ils osent tout. Novlangue et lobotomie. France Info ou le formatage des esprits à la résignation, à l'esclavage. Ce n'est pas de l'info, mais de la propagande idéologique.**

#### **Grille de lecture.**

- Pour France Info se sont de bonnes nouvelles ou tout du moins leurs objets sont légitimes.
- Ils dénaturent systématiquement la réalité pour imposer la leur. En bons dictateurs, ils ne supportent pas que la réalité ne soit pas conforme à celle qu'ils avaient imaginée et qui devait servir leurs intérêts ou ceux de leurs mentors.

**Comment France Info le cautionne : "*Les montants conséquents (sic!) (...) s'expliquent...*". Exorbitant !**

Prédateurs. Les trusts pharmaceutiques sont des vautours.

- Les prix provisoires de deux anticancéreux innovants fixés à plus de 300 000 euros par patient - Franceinfo 09.01

Le prix unitaire du Yescarta, traitement du laboratoire américain Gilead, a été fixé à 350 000 euros par patient en France, tandis que celui du Kymriah, développé par le géant biopharmaceutique suisse Novartis, atteint 320 000 euros.

Les montants conséquents demandés par les deux laboratoires s'expliquent en partie par la grande complexité de ces thérapies. Elles consistent à prélever des cellules immunitaires (les lymphocytes T) chez un patient, puis à les modifier génétiquement in vitro pour les rendre capables, une fois réinjectées dans l'organisme, de détecter et tuer des cellules cancéreuses. France Info 09.01

**Vous allez vous retrouver au chômage : C'est "*une bonne chose*"!**

- La Tunisie va accueillir une partie des productions Bic délocalisées de Bretagne - France Info 09.01

Si la délocalisation de la production de crayons Bic est une mauvaise nouvelle pour les ouvriers de l'usine vannetaise, c'est une bonne chose pour l'économie tunisienne qui a du mal à décoller et à créer des emplois. France Info 09.01

**L'AFP s'offusque, il a osé demeurer "*inébranlable face aux manifestations contestant son régime*". Emmanuel Macron ? Mais non, le président soudanais Omar el-Béchir !**

- Le président Béchir, inébranlable face aux manifestations au Soudan - AFP 10.01

Défiant depuis des années la justice internationale qui l'accuse de génocide, le président soudanais Omar el-Béchir se montre aussi inébranlable face aux manifestations contestant son régime.

A 75 ans, malgré le mouvement de protestation qui agite le Soudan depuis le 19 décembre, M. Béchir est déterminé à conserver le pouvoir saisi en 1989 après un coup d'Etat soutenu par les islamistes.

Au moins 19 personnes ont été tuées et des centaines blessées, depuis le début du mouvement provoqué par la hausse du prix du pain, dans une économie dévastée par la crise.

Crâne dégarni, large moustache et silhouette enrobée, M. Béchir doit sa longévité aux liens étroits qu'il a su conserver avec l'armée.

Malgré les nombreux défis qu'il a su relever, les analystes s'interrogent sur les capacités de M. Béchir à relever le défi des protestations actuelles au Soudan. AFP 10.01

### **Le nouvel ordre mondial ou la gouvernance mondiale. Plus vous serez nombreux et plus vous serez pauvres ou la paupérisation mondiale comme perspective.**

- Quelles pourraient être les 10 premières économies mondiales en 2030 ? - LePoint.fr 9 janvier 2019

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered.

Les économies émergentes vont progressivement s'imposer, selon les prévisions pour l'année 2030 de la banque britannique Standard Chartered.

Dans les prochaines années, les pays émergents vont progressivement s'imposer dans le classement des 10 plus grandes économies du monde, selon la banque britannique Standard Chartered. Cette dernière a fait évoluer ses prévisions à long terme et propose un classement des 10 premiers pays, en termes de PIB, pour l'année 2030, a relevé Bloomberg.

Selon ces nouvelles prévisions, la Chine occupera la première place du podium, suivie de l'Inde et des États-Unis à la troisième place. L'Indonésie s'installera en quatrième position, talonnée par la Turquie à la cinquième place.

« Nos prévisions de croissance à long terme reposent sur un principe fondamental : la part des pays dans le PIB mondial devrait finalement converger avec leur part dans la population mondiale, tirée par la convergence du PIB par habitant entre les économies avancées et les économies émergentes », expliquent dans une note les économistes de Standard Chartered.

L'Allemagne, seul pays d'Europe dans le classement

Selon Standard Chartered, la croissance de l'Inde devrait s'accélérer à 7,8 % d'ici à 2020, alors que celle de la Chine se ralentirait à 5 % d'ici à 2030. La part de l'Asie dans le PIB mondial, qui atteignait 20 % en 2010, puis 28 % en 2018, atteindrait 35 % en 2030. Un chiffre comparable à celui de la zone euro et des États-Unis. LePoint.fr 9 janvier 2019

### **(Suite de la dernière causerie) Italie. Intox ou propagande du ministère de la Vérité.**

- L'Italie chute dans un classement des démocraties, la France se maintient au 29e rang - franceinfo avec AFP 10.01

L'Italie a plongé au classement annuel des démocraties établi par The Economist Intelligence Unit (en anglais), publié mercredi 9 janvier. Le pays arrive en 33e position en 2018... franceinfo 10.01

- "Cette chute est en grande partie liée..."

- A "4 places de la France", mais la position de la France est enviable pour France Info, une "démocratie



imparfaite" !

- "L'Italie souffre..." Tous les peuples souffrent, suffoquent !

- "The Economist Intelligence Unit, une société britannique." Pour un peu ne société anonyme. Qui ? The Economist détenue par la famille Agnelli et Rothschild ! (Lire l'article d'avant-hier plus détaillé et révélateur.)

### **Félicitation, la Grèce est entrée dans une "nouvelle ère"... ou la régression sociale généralisée!**

- La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", se félicite Merkel à Athènes - Reuters 11 janvier 2019

La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", mais doit poursuivre sur la voie des réformes, a estimé jeudi Angela Merkel, en visite à Athènes six mois après la fin du troisième plan de sauvetage financier.

"Aujourd'hui, vous arrivez dans une Grèce différente", a déclaré le chef du gouvernement. "Nous avons tous les deux traversé des moments difficiles (...) mais nous avons réussi à trouver (...) des solutions pour les surmonter", a déclaré le Premier ministre Alexis Tsipras.

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la visite de la chancelière et les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser, selon un journaliste de Reuters sur place. Reuters 11 janvier 2019

**Quand Jean-Yves Le Drian (PS) rejette les résultats d'une élection parce que son candidat n'a pas été élu. Où, en France ? Mais non voyons, son candidat a été élu en France et il en est le ministre des Affaires étrangères, en République démocratique du Congo. Mais il a hurlé à l'ingérence dans les élections présidentielles française (ou américaine) quand des chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers ont osé exprimer des critiques envers son candidat, Macron (ou Clinton).**

- RDC: l'opposant Tshisekedi proclamé vainqueur d'un scrutin contesté - AFP 11 janvier 2019

La République démocratique du Congo semble s'engager jeudi dans la voie d'une alternance historique avec l'annonce de la victoire à la présidentielle d'un opposant, Félix Tshisekedi, cependant aussitôt contestée par une partie de l'opposition et par l'Eglise, et déjà marquée par le sang.

Actant la première transition démocratique depuis l'indépendance du pays en 1960, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a déclaré Felix Tshisekedi, 55 ans, vainqueur de la présidentielle avec 38,57% des voix, devant l'autre candidat de l'opposition divisée, Martin Fayulu (34,8%) selon des résultats provisoires.

La France elle est étonnamment montée au créneau.

"Il semble bien que les résultats proclamés (?) ne soient pas conformes aux résultats" réels et que M. Fayulu est "a priori" le vainqueur du scrutin du 30 décembre, a déclaré son ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian à la télévision CNews, assurant s'appuyer sur les chiffres de la mission d'observation de l'Eglise catholique.

La RDC, plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, vit une double situation historique. C'est la première fois qu'un opposant est proclamé vainqueur d'une élection présidentielle. C'est aussi la première fois que le président sortant accepte de se retirer, conformément à la Constitution, qui interdisait à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat d'affilée.

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, dit "Fatshi", haute taille et carrure massive, hérite du nom de son père Etienne, figure historique de l'opposition en RDC décédé le 1er février 2017, et de la machine de guerre laissée en héritage, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), fondée dans les années 80 contre la dictature du maréchal Mobutu et au sein de laquelle il a gravi tous les échelons.

Il faisait équipe pour ce scrutin avec un "ticket", l'ex-président de l'Assemblée Vital Kamerhe. Mais c'est à Joseph Kabila qu'il a dédié ses premières paroles après avoir été "provisoirement élu" selon les termes officiels. "Aujourd'hui, nous ne devons plus le considérer comme un adversaire mais plutôt comme un partenaire de l'alternance démocratique dans notre pays."

La Cour constitutionnelle doit publier les résultats définitifs, qui peuvent encore faire l'objet de recours, dans les dix jours. Une possibilité évoquée par la coalition au pouvoir même si celle-ci a "pris acte" des résultats provisoires.

Son candidat, l'ex-ministre de l'Intérieur sous sanctions de l'Union européenne Emmanuel Ramazani Shadary, n'est arrivé qu'en troisième position avec 23,8%. Les 18 autres candidats font des scores anecdotiques.

Ce sont désormais les résultats des élections législatives, qui ont eu lieu le même jour que la présidentielle, qui sont attendus et qui permettront de déterminer les capacités de M. Tsishekedi à diriger le pays - s'il est confirmé.

Ces derniers jours, son camp avait tendu la main au président Kabila.

Avant même la proclamation des résultats "une rencontre" entre MM. Tshisekedi et Kabila avait été évoquée par l'UDPS "pour préparer la passation pacifique et civilisée du pouvoir". A quoi le gouvernement avait répondu qu'il n'allait "pas rejeter la main tendue parce qu'il y a un temps pour tout, un temps pour s'opposer et se disputer l'électorat mais aussi un temps pour s'unir".

Pour le centre de recherche EXXAfrica si la victoire de Tshisekedi est "très surprenante" elle prend cependant sens dans le contexte actuel où le président sortant pourra "user de son influence sur Tshisekedi qui doit désormais son ascension au contrôle de Kabila sur la commission électorale". AFP11 janvier 2019

**Aucun de ceux qui contestent l'élection de Maduro n'a été élu avec un pourcentage de voix équivalent. Si on tient compte de leurs critères, ils sont tous illégitimes !**

- Venezuela : Nicolas Maduro est-il illégitime ? [À vrai dire] - Franceinfo 10.01

Ce jeudi 10 janvier, le président vénézuélien entame un deuxième mandat contesté. Plus de cinquante pays ne reconnaissent pas ce mandat, à l'issue d'un scrutin controversé. L'Assemblée nationale vénézuélienne considère sans ambages Nicolas Maduro "illégitime".

Ces accusations remontent à l'élection présidentielle du 20 mai 2018. Nicolas Maduro est réélu avec 68 % des voix, mais les grands partis d'opposition jugent cette victoire truquée. Que signifie la légitimité ?

Au total, 51 pays ne reconnaissent pas la réélection de Nicolas Maduro, l'héritier de Hugo Chavez : les États-Unis, mais aussi l'Union européenne, ou l'Organisation des États américains. Franceinfo 10.01

Cela signifie que sur les quelques 200 pays qui siègent à l'ONU, les trois quarts estiment son élection légitime.

**Voilà qui devrait exciter un peu plus ces réactionnaires fanatiques.**

**- Le plafonnement des indemnités de licenciement «viole le droit international» - Liberation.fr 10 janvier 2019**

Trois conseils de prud'hommes ont choisi de passer outre le plafonnement des indemnités versées en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Liberation.fr 10 janvier 2019

**- Dialogue entre Damas et les Kurdes, un ministre syrien optimiste - Reuters 9 janvier 2019**

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, s'est déclaré mercredi optimiste sur l'issue du dialogue politique entre Damas et les groupes kurdes, entamé grâce à une médiation russe.

Sous la menace d'une offensive de la Turquie qui les considère comme des terroristes, les groupes kurdes du nord de la Syrie ont repris contact avec le gouvernement de Bachar al Assad après la décision de Donald Trump de retirer les forces américaines du pays.

Interrogé par des journalistes sur l'avancée des discussions, Fayçal Mekdad a répondu: "Je pense que nous devons toujours être optimistes. Les précédentes tentatives n'ont guère été encourageantes mais, actuellement, les choses avancent bien".

Il a rappelé les récentes déclarations des groupes kurdes affirmant clairement qu'ils appartenaient à la nation syrienne. De tels propos, a-t-il poursuivi, montrent que "les conditions" semblent favorables à une réconciliation.

"Par conséquent, je suis toujours optimiste (...) Nous incitons ces groupes politiques à être sincères dans le dialogue actuel avec l'Etat syrien, sachant qu'il n'y a pas d'autre solution", a souligné Fayçal Mekdad. Reuters 9 janvier 2019

### **Quelques bonnes nouvelles quand même pour eux.**

#### **- Jaguar Land Rover va supprimer des milliers d'emplois au Royaume-Uni - euronews 10 janvier 2019**

Le constructeur automobile, propriété de l'indien Tata Motors, va supprimer 4500 emplois, essentiellement au Royaume-Uni, dans le cadre d'un vaste plan d'économies de 2,8 milliards d'euros. Le groupe emploie dans ce pays plus de 95% de ses 44 000 salariés. euronews 10 janvier 2019

#### **- CAC 40 : par ici les dividendes - Libération 9 janvier 2019**

LVOG - Ils osent tout. A ne pas louper dans cet article :

- "*Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas...*"
- "*Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement*".

Libération - Les 40 premières entreprises françaises ont battu leur record de 2007 en reversant 57 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2018.

Publiée chaque année, l'étude de la lettre professionnelle Vernimmen révèle que les versements de dividendes et rachats d'actions des quarante premières capitalisations de la place boursière parisienne ont augmenté de plus de 12 % l'an dernier. Il faut remonter à 2007, c'est-à-dire juste avant la grande déflagration financière de 2008, pour retrouver un tel niveau de rémunération du capital. Cette année-là, le CAC 40 avait reversé 57 milliards d'euros en dividendes et rachats d'actions contre 57,4 milliards en 2018. Record battu donc.

«Ce n'est pas surprenant, compte tenu de leurs très bons résultats (à l'exception des banques) à ce point du cycle», notent Pascal Quiry et Yann Le Fur, les deux auteurs de la lettre, professeurs à HEC. Ces derniers anticipent d'ailleurs que le meilleur est encore à venir pour les actionnaires : ces versements de dividendes devraient continuer à augmenter l'an prochain, pronostiquent-ils.

Basés sur leurs bénéfices de 2017 qui s'élèvent à 92 milliards d'euros, les dividendes versés en 2018 représentent 46% du résultat généré (59% en incluant les rachats d'actions et les dividendes extraordinaires). Un «taux de distribution» en recul dans le partage des richesses, souligne néanmoins l'étude, qui note qu'il était de 48% en 2017 et de 50% en 2015. Au total, le montant des dividendes versés n'a ainsi augmenté «que» de 4,96% alors que dans le même temps, le résultat net courant de ces sociétés a globalement bondi de 18%. En revanche, la valeur boursière des 40 premières entreprises françaises aura globalement diminué de 10,95% l'an dernier, après une hausse de 9% en 2017.

Nouveauté qui illustre la santé insolente du CAC 40, l'intégralité de ces multinationales, dont l'immense majorité des revenus proviennent désormais de l'étranger, ont versé un dividende l'an dernier. Pour trois d'entre elles seulement (Engie, Carrefour, TechnipFMC), il est en baisse. A elles seules, trois entreprises représentent un tiers des capitaux redistribués. Première capitalisation boursière française, Total en a reversé pour 10,1 milliards d'euros l'an dernier, le laboratoire pharmaceutique Sanofi pour 4,8 milliards et BNP Paribas pour 3,8 milliards. Et si l'on inclue LVMH, Axa, L'Oréal et Schneider, cette part grimpe à plus de 50% des versements du CAC 40 tandis que les 20 dernières entreprises du CAC représentent 18% des versements.

Interrogé dans les Echos, Pascal Quiry juge évidemment qu'il n'y a pas lieu de se scandaliser de ces versements records. «Le versement d'un dividende ne vous enrichit pas plus que le retrait de billets à un distributeur ne vous enrichit, dit-il, vous avez simplement transformé en liquide une partie de votre patrimoine. Ce qui compte, c'est que les entreprises françaises se portent bien.»

Certains groupes comme Total ou Danone ont préféré verser une partie de ces dividendes sous forme de distribution d'actions (3,8 milliards au total en 2018) afin de préserver leurs marges financières en vue de futures acquisitions.

Les auteurs jugent enfin qu'il est «plus sain» de reverser ces sommes à ses actionnaires, «plutôt que de les gaspiller en surinvestissements ou en placements oisifs de trésorerie et de priver ainsi de capitaux propres d'autres groupes qui en auront besoin pour se développer». Un raisonnement qui part de l'idée que ces dividendes seraient forcément réinvestis ailleurs, ce qui n'a rien d'évident au vu de la sous-capitalisation de nombre de PME en France dont la situation ne ressemble en rien à celle du CAC 40. Plus que jamais, l'indice phare de la place financière parisienne ressemble à une bulle au regard de la situation de la plupart des entreprises françaises.

Last but not least, Vernimmen défend également le principe du rachat d'actions (10,90 milliards d'euros en 2018) qui permet de soutenir les cours de bourse. «C'est une façon de rendre du cash de façon discrétionnaire et transitoire, explique encore Pascal Quiry dans les Echos. Aucune recherche scientifique n'a montré que les actionnaires s'enrichissaient significativement par un rachat d'actions.»

Une chose est sûre, la priorité donnée à la création de valeur au profit de l'actionariat et au détriment du travail ne semble guère être remise en cause dans le sérail feutré des grandes entreprises françaises. De nombreuses voix se sont pourtant récemment élevées pour réclamer une évolution de cette doctrine qui doit beaucoup à l'économiste néo-libéral Milton Friedman : c'est le cas du rapport Notat-Senard sur «l'entreprise, objet d'intérêt collectif», celui de l'ONG Oxfam sur les profits du CAC 40, de l'économiste Patrick Artus dans son dernier ouvrage *Et si les salariés se révoltaient ?* (Fayard, 2018), ou encore du rapport sur «l'entreprise post-RSE à la recherche de nouveaux équilibres» de l'Institut de l'entreprise... Mais pour l'heure, les cadors du CAC 40 font manifestement la sourde oreille face à cette demande de rééquilibrage en faveur des salaires et de plus d'investissement. Libération 9 janvier 2019